

### **Lutte contre les paradis fiscaux, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent**

La fraude fiscale, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent par les entreprises multinationales, les riches particuliers et les organisations criminelles minent l'État de droit et l'égalité de tous face à la loi. Ils élargissent par ailleurs les inégalités sociales et menacent les services publics. Si les obligations fiscales ne sont pas respectées par tous, ils représentent une violation des principes fondamentaux d'égalité, de justice fiscale, de démocratie et d'État de droit. Exercées à un niveau global systémique, ces pratiques constituent une attaque contre les États providence européens, notre société au sens large, mais aussi contre des pays en développement qui ne reçoivent pas la part équitable des profits réalisés par les entreprises multinationales qui exploitent leurs ressources.

Les scandales des Offshore Leaks, des Lux Leaks, des Panama Papers et des Bahamas Papers ont confirmé qu'il existe encore une multitude de régimes fiscaux offshore. Contrairement à ce qui nous a été dit au moins depuis les dernières crises financières, les paradis fiscaux ne sont pas encore de l'histoire ancienne. Des entreprises et des individus riches et puissants trouvent toujours un moyen d'échapper au système et d'obtenir des traitements de faveur afin de réduire leurs taxes ou de cacher leurs produits financiers.

Il existe un sérieux manque d'application des obligations existantes sur les banques et les autres entités concernées lorsqu'il s'agit de lutter contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent. Par ailleurs, la coopération est clairement insuffisante entre les autorités compétentes (police, ministère public, juges) les administrations fiscales et les organismes spécialisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette situation crée des vides que les fraudeurs et les blanchisseurs d'argent peuvent exploiter.

Le secret est un élément clé qui encourage le blanchiment d'argent, la criminalité financière, le financement du terrorisme et la fraude fiscale. Nous avons besoin de lois et d'une coordination internationale qui à l'avenir garantiront la transparence et nous devons, aujourd'hui et demain, protéger les informateurs qui dévoilent de telles exactions.

Nous avons besoin de règlements contraignants aux niveaux européen et international, ainsi que d'une coopération en la matière. Une approche européenne et internationale est nécessaire dans plusieurs de ces domaines car les criminels et les fraudeurs ne connaissent aucune frontière et profitent du manque de coordination des actions. Les lois fiscales, règlements et arrangements administratifs d'un pays ne devraient pas permettre à des individus ou à des entreprises d'échapper à une juste taxation en vigueur dans un autre pays. Il faut accroître nos efforts de lutter contre la criminalité économique afin de rencontrer les attentes méritées des citoyens européens.

Nous accueillons favorablement le fait que le Parlement européen, souvent sous l'impulsion du Groupe des Verts au Parlement européen, et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), sont actifs dans la lutte contre la fraude fiscale et nous travaillerons pour atteindre une coopération solide entre le Parlement européen, l'APCE et les parlements nationaux à cet égard.

Un système commun de taxation des transactions financières doit être créé et généralisé pour tous les États membres. Sur le plan international, nous exhortons l'ONU à créer un organisme compétent en matière de taxes et disposant des ressources nécessaires pour sécuriser une prise de décision inclusive sur la justice fiscale.

Les Verts européens souhaitent :

1. **la création d'obligations vers une transparence accrue.** S'il est une chose que toutes les affaires LuxLeaks et Panama Papers ont en commun, c'est bien le secret. Les réels bénéficiaires des transactions ou des entreprises se cachent derrière une société écran, personne n'échange d'informations sur les agissements des clients et aucune information n'est disponible publiquement. Ces révélations nous ont montré que nous avons besoin de bien plus d'informations sur ce qui se passe, à commencer par les registres publics des propriétaires bénéficiaires, un reporting pays par pays efficace et obligatoirement public, un reporting public sur les réglementations fiscales et un enregistrement des actifs.
2. **l'assurance d'une mise en œuvre plus importante des réglementations existantes en matière de taxes.** Il existe déjà une législation européenne pour lutter contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la fraude fiscale. Malheureusement, on accorde peu d'attention au mode et à la ponctualité de sa transposition dans les législations nationale, ainsi qu'à sa mise en application. Malgré les règles telles que « Know your customers » (Connaissez vos clients), les banques aident leurs clients à créer des entreprises offshore et à frauder. La Commission européenne dispose aujourd'hui de moins d'une douzaine de personnes parmi ses effectifs pour lutter contre les infractions financières. Nous devons donner aux organismes européens et nationaux les moyens de vérifier si les obligations existantes sont réellement respectées et d'assurer leur application.
3. **le renforcement de la coopération entre les institutions européennes pour l'application et les poursuites en matière fiscale** À ce jour, la collaboration entre les différents acteurs (forces de police, administrations fiscales, agents de la lutte contre le blanchiment d'argent, ministères publics, juges etc.) et entre les différents pays manque d'efficacité. Nous devons assurer la connexion entre les registres où sont stockées les informations, encourager les opportunités de collaboration transfrontalière et supprimer les contraintes légales qui freinent cette collaboration.
4. **le paiement des taxes là où les bénéfices sont réalisés** Aujourd'hui une multinationale peut envoyer les bénéfices acquis dans un pays vers un autre dans lequel les taxes sont peu élevées.
5. **l'interdiction pour les administrateurs publics de recourir aux services d'entreprises possédant des bureaux enregistrés dans des paradis fiscaux** Pour assurer la transparence des achats publics, nous devons promouvoir des administrations européennes, nationales, régionales et locales pour récompenser les entreprises transparentes et

éthiques. Les entreprises disposant de sièges sociaux installés dans les paradis fiscaux doivent être pénalisées dans les processus d'achats publics.

6. **une protection européenne pour les informateurs** Malheureusement, les informateurs agissant dans l'intérêt public sont souvent poursuivis alors que ceux qu'ils dénoncent s'en sortent libres. Nous demandons aux gouvernements européens de protéger ceux qui dévoilent les informations pour l'intérêt public. Nous demandons à la Commission européenne de présenter une proposition législative de protection des informateurs qui expose les mauvaises pratiques au grand jour, sur la base des données de la proposition de directive du groupe Verts/ALE.
  
7. **une coopération forte à tous les niveaux** Les pays européens se livrent une vive concurrence sur la taxation qui mène souvent à un nivellement par le bas et incitent les États membres à offrir des exemptions fiscales encore plus importantes que leurs voisins. Les Verts appellent à la coopération et à la coordination pour éviter un nivellement par le bas entre les États membres qui se concurrencent, notamment au travers des réglementations fiscales appliquées aux multinationales. Notre premier objectif est une assiette commune pour l'impôt des sociétés en Europe, accompagnée d'un taux minimum d'imposition pour les entreprises dans les États membres. L'UE devrait accélérer ce travail d'harmonisation des systèmes fiscaux afin de passer d'un système de taxe sur le travail à un système de pollueur-payeur et de taxe sur le revenu. Cette démarche est cruciale pour éviter le dumping social et environnemental et l'évasion fiscale, même au sein de l'UE. La lutte contre les inégalités sociales et le passage de politiques d'austérité vers une transition verte de l'économie commencent ici.